

Alex ED
dossier
H. Proust

CONVENTION DE DEVERSEMENT SPECIAL AUX RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

ENTRE :

Raison sociale de l'entreprise : GAEC GAUDEFROY - CROISE
Adresse : 36, rue du Haut de Folie
80890 CONDE FOLIE

Représenté par : Mr GAUDEFROY Franck

et dénommé : l'Etablissement

ET :

D'une part, la Commune de CONDE FOLIE
propriétaire des ouvrages d'assainissement

Représentée par son Maire, Mr BAILLY Daniel

et dénommée : la Commune

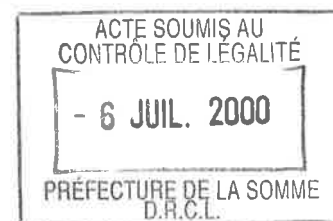
ET :

D'autre part, la COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
Adresse : Rive droite de la Somme
B.P. 37
80101 ABBEVILLE CEDEX

prise en sa qualité d'exploitant du service d'assainissement

Représentée par son Directeur Régional, Monsieur Bruno GODFROY

et dénommée : le Délégué.



AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'Etablissement a demandé à rejeter au réseau d'assainissement les effluents liés à son activité. Son installation figure au registre des établissements classés pour la protection de l'environnement et nécessite à ce titre la rédaction d'une convention spéciale de déversement.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet	P. 3
ARTICLE 2 : Définitions	P. 3
ARTICLE 3 : Caractéristiques de l'Etablissement	P. 3
ARTICLE 4 : Installations privées	P. 4
ARTICLE 5 : Conditions techniques d'établissement des branchements	P. 4
ARTICLE 6 : Mise en conformité du raccordement au réseau d'assainissement	P. 5
ARTICLE 7 : Prescriptions applicables aux effluents	P. 5
ARTICLE 8 : Dispositif de prélèvement	P. 6
ARTICLE 9 Surveillance des rejets	P. 7
ARTICLE 10 : Détermination des volumes d'eaux blanches et vertes	P. 7
ARTICLE 11 : Conditions financières	P. 8
ARTICLE 12 : Facturation et règlements	P. 9
ARTICLE 13 : Révision des rémunérations et leur indexation	P. 9
ARTICLE 14 : Conduite à tenir par l'établissement d'élevage en cas de non-respect des conditions d'admission des effluents	P. 9
ARTICLE 15 : Conséquence du non respect des conditions d'admission des effluents	P. 10
ARTICLE 16 : Variations dans les caractéristiques des rejets	P. 11
ARTICLE 17 : Cessibilité de la Convention	P. 11
ARTICLE 18 : Cessation du Service	P. 12
ARTICLE 19 : Durée	P. 13
ARTICLE 20 : Déléataire et continuité du Service	P. 13
ARTICLE 21 : Jugement des contestations	P. 13
ARTICLE 22 : Documents annexés à la Convention	P. 13

ARTICLE 1

Objet

La Commune autorise, sous réserve du respect de l'échéancier de mise en conformité prévu à l'article 6, l'Etablissement dont les caractéristiques sont définies à l'article 3, à déverser ses effluents dans le réseau public d'assainissement aux conditions administratives, techniques et financières particulières prévues par la présente Convention.

L'Etablissement est par ailleurs soumis aux clauses générales du règlement du service d'assainissement, auquel il sera fait référence pour tout ce qui n'est pas réglé de manière spécifique par la présente Convention.

ARTICLE 2

Définitions

2.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessives, cuisine, toilette, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

2.3 Eaux blanches et vertes

Elles comprennent les eaux de lavage des appareils de traite, des tanks à lait et les eaux de lavage de quai et de fond de fosse des salles de traite.

2.4 Eaux brunes

Les eaux brunes sont les eaux d'écoulement et de lavage des salles d'attente et des étables. Ces eaux sont chargées en purin.

ARTICLE 3

Caractéristiques de l'Etablissement

3.1 Nature des activités

L'activité de l'Etablissement est l'élevage de vaches laitières.

En raison de cette activité, l'Etablissement entre dans la catégorie des installations classées.

3.2 Plan des installations

L'Etablissement remet un plan de ses installations privées, qui est annexé à la présente Convention (annexe n° 1).

3.3 Provenance de l'eau

L'eau utilisée provient du réseau public de distribution.

3.4 Liste des produits polluants utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement déclare utiliser, à la date de signature de la présente Convention, les produits chimiques qui figurent à l'annexe n° 2.

ARTICLE 4

Installations privées

4.1 Réseau intérieur

L'Etablissement garantit la conformité de ses installations à la réglementation en vigueur en matière de protection générale de la santé publique et d'installations classées ainsi qu'au règlement d'assainissement de la Commune.

L'Etablissement doit entretenir convenablement les canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

ARTICLE 5

Conditions techniques d'établissement des branchements

L'Etablissement déverse ses eaux usées domestiques, ses eaux blanches et vertes dans le réseau d'assainissement.

Les eaux brunes, le lait ainsi que les eaux pluviales ne doivent en aucun cas être admises ni dans le réseau d'eaux usées, ni dans le réseau d'eaux pluviales.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de prélèvement" ou "regard de façade" placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du Délégué,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.
- une vanne de fermeture.

ARTICLE 6

Mise en conformité du raccordement au réseau d'assainissement

La mise en conformité du raccordement de la salle de traite au réseau d'assainissement devra être effective avec la mise aux normes des bâtiments d'élevage. Une visite sera effectuée par un agent du délégataire muni d'une carte professionnelle afin de vérifier le branchement des installations sur le réseau d'assainissement 2 ans après l'accès aux aides (délai de mise en conformité des bâtiments d'élevage).

ARTICLE 7

Prescriptions applicables aux effluents

7.1 Eaux usées domestiques

Sont admissibles sans restriction dans les réseaux d'eaux usées ou unitaires les eaux usées domestiques.

7.2 Eaux issues des bâtiments d'élevage

Dans le cadre de la présente Convention, les eaux issues des bâtiments d'élevage dont le rejet dans le réseau est autorisé dans les réseaux d'eaux usées ou unitaires sont celles correspondant à l'activité décrite à l'article 3 ci-dessus et provenant :

- des eaux de lavage des salles de traite, des appareils de traite et des tanks à lait (eaux blanches et vertes).

Tout rejet d'autres eaux industrielles est **interdit**, sauf autorisation ultérieure par la Commune.

Les caractéristiques de ces effluents doivent être conformes aux prescriptions des articles 7.2.1 et 7.2.2. ci-après.

7.2.1 Conditions générales d'admissibilité des eaux blanches et vertes

Les effluents des bâtiments d'élevage doivent, comme prévu dans le règlement général d'assainissement :

- a. Etre neutralisés à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, lorsque la neutralisation est faite à l'aide de chaux, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- b. Etre ramenés à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- c. Ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
 - la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement.
 - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration.
 - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.
- d. Ne doivent pas produire une inhibition de la nitrification (NF T 90-341 et ISO 9509) supérieure à 10% des performances initiales des micro-organismes nitrifiants pour un rapport de 40% d'affluent dans les conditions du test.

7.2.2 Conditions particulières d'admissibilité des eaux issues des bâtiments d'élevage

Les eaux usées industrielles en provenance des salles de traite devront répondre aux prescriptions suivantes :

Débit :

Les débits maxima autorisés sont de :

- débit journalier : 0,8 m³/jour

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB₅) : (NFT 90-103)

Flux journalier maximal : 0,8 kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé : 1000 mg/l

Demande chimique en oxygène (DCO) : (NFT 90-101)

Flux journalier maximal : 4 kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé : 5000 mg/l

Teneur en azote total Kjeldhal : (NFT 90-110)

Flux journalier maximal : 0,18kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé : 230 mg/l

Matières extractibles à l'Hexane :

Flux journalier maximal : 0,96 kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé : 1200 mg/l

ARTICLE 8

Dispositif de prélèvement

En tout état de cause, l'Etablissement doit garantir le libre accès du regard en aval des salles de traite aux agents de la Commune et du Délégué.

ARTICLE 9

Surveillance des rejets

9.1 Contrôles inopinés

La Commune ou le Délégué pourra demander à tout moment la réalisation, à leurs frais, de prélèvements et d'analyses complémentaires.

Toutefois, dans le cas où les résultats d'un tel contrôle dépasseraient les flux maximaux journaliers ou les concentrations maximales définies à l'article 7, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement.

9.2 Inspection télévisée du branchement

Une inspection télévisée du tronçon de branchement situé sous la voie publique, jusqu'au raccordement au réseau public d'eaux usées, pourra être réalisée le cas échéant à l'initiative de la Commune. En cas de mauvais entretien des canalisations de collecte, cette opération sera à la charge de l'Etablissement.

ARTICLE 10

Détermination des volumes d'eaux blanches et vertes

Les volumes d'eaux blanches et vertes pris en compte pour le calcul du coefficient de pollution (Cp) correspondent aux capacités de stockage mensuel établis dans le tableau figurant en annexe 4 (volumes pris en compte pour le financement des travaux de mise en conformité des bâtiments d'élevage).

Les volumes varient en fonction du nombre et du type de poste de traite.

Dans ce cas présent, l'installation est équipée de 2 x 4 postes de traite en double.

Par conséquent, le volume des eaux blanches est de 19 m³/mois soit 228 m³/an.

ARTICLE 11

Conditions financières

11.1 Redevance d'assainissement de base

En contrepartie des investissements et des charges qui lui incombent pour assurer la collecte, le transport et le traitement des rejets de l'Etablissement, la Commune percevra une redevance d'assainissement. Cette redevance sera assise sur les mètres cubes d'eau prélevés tant sur le réseau public de distribution que sur toute autre source d'alimentation, auxquels seront appliqués des coefficients de correction définis ci-après :

1) coefficient de rejet

La totalité des volumes d'eau prélevés sur le réseau public de distribution ou dans la nappe souterraine sera rejetée au réseau public d'assainissement.

Le coefficient de rejet, Cr, est donc pris égal à 1.

2) Coefficient de dégressivité

Ce coefficient s'applique à la collecte des effluents industriels et corrige donc le volume d'eau prélevé affecté préalablement du coefficient de rejet par application du barème suivant :

jusqu'à 6 000 m ³ /an	coefficient	1
de 6 000 à 12 000 m ³ /an	coefficient	0,8
de 12 000 à 24 000 m ³ /an	coefficient	0,6
de 24 000 à 50 000 m ³ /an	coefficient	0,5
de 50 000 à 200 000 m ³ /an	coefficient	0,4

Le volume maximal d'eaux blanches autorisé à être admis dans le réseau d'assainissement est de 408 m³/an, le coefficient de dégressivité est donc de 1.

3) Coefficient de pollution

a) *Définition*

Sur la base de la qualité escomptée de l'effluent, le coefficient de pollution proposé, dès l'entrée en vigueur de la présente convention, est de 1,42. Le détail de la composition des effluents pris en considération figure en annexe n°3.

Le taux de redevance d'assainissement appliqué sera celui perçu auprès des usagers particuliers de la Commune de CONDE FOLIE.

11.2 Evolution de la Redevance d'assainissement

Le taux de la redevance d'assainissement sera révisé conformément aux dispositions des traités conclus entre la Collectivité et le Délégué, en vigueur lors de la facturation.

ARTICLE 12

Facturation et règlements

La Commune ou le Délégué assurera la facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'article 11.

Il présentera à cet effet à l'Etablissement une facture à la fin de chaque semestre, assise sur les volumes établis à l'article 10.

ARTICLE 13

Révision des rémunérations et de leur indexation

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, le niveau de rémunération pourra être soumis à révision, notamment dans les cas suivants :

- 1°) en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 17 ;
- 2°) en cas de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité ;
- 3°) en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues.

ARTICLE 14

Conduite à tenir par l'Etablissement d'élevage en cas de non respect des conditions d'admission des effluents

En cas de dépassement des valeurs limites fixées à l'article 7, l'Etablissement d'élevage est tenu :

- d'en avertir immédiatement la Commune et le Délégué,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté, au besoin en limitant sa fabrication.

En cas d'accident de production susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées à l'article 7, l'Etablissement d'élevage est tenu :

- d'en avertir la Commune et le Délégué,
- de prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé,

ARTICLE 15

Conséquences du non respect des conditions d'admission des effluents

15.1 Conséquences techniques

Dans tous les cas où les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, en particulier, du fait du dépassement des valeurs limites définies à l'article 7, la Commune se réserve le droit de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux conditions de la présente Convention.

Dans tous les cas où, d'une part, les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, en particulier, du fait du dépassement des valeurs limites définies à l'article 7 et où, d'autre part, la limitation des débits collectés et traités, prévue au précédent alinéa, serait impossible à mettre en oeuvre ou inefficace, la Commune prendra toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident ou à l'anomalie constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause.

Il doit dans tous ces cas :

- informer l'Etablissement d'élevage de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que la date à laquelle celles-ci seront mises en oeuvre,
- le mettre en demeure d'avoir à se conformer aux conditions de raccordement, à l'échéancier de mise en conformité et aux valeurs limites définies à l'article 7 avant cette date.

15.2 Conséquences financières

L'Etablissement d'élevage est responsable des conséquences dommageables subies par la Commune du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies à l'article 7.

En conséquence, il rembourse à la Commune tous les frais engagés par celui-ci par suite du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies à l'article 7.

Il s'engage par ailleurs à réparer les préjudices subis par la Commune.

ARTICLE 16

Variations dans les caractéristiques des rejets

16.1 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de l'Etablissement

Si l'Etablissement était amené à modifier de façon temporaire ou permanente les caractéristiques de ses rejets, en raison notamment d'extension ou de modifications de son activité, la Commune devra en être avertie au préalable.

16.2 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de la Commune et nouvelles dispositions

Si des nouvelles normes concernant la qualité de l'eau épurée et de la boue entraînent des investissements supplémentaires sur les ouvrages d'épuration du service public d'assainissement ou des coûts d'exploitation non pris en compte par la présente Convention, un avenant à cette dernière déterminera les nouvelles conditions techniques d'acceptation des rejets ainsi que les nouvelles participations financières résultant de la redéfinition des investissements et charges d'exploitation correspondant à ces modifications.

ARTICLE 17

Cessibilité de la Convention

17.1 Transfert de la Convention

Le transfert au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, de la présente Convention est interdit sans l'accord écrit et préalable de la Commune.

Tout transfert intervenu sans l'accord écrit et préalable de la Commune lui est inopposable.

La Commune peut en conséquence dénoncer la présente Convention transférée sans son accord écrit et préalable, cette dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement.

17.2 Transfert de l'Etablissement d'élevage

Le transfert au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, du droit d'exploiter l'Etablissement d'élevage dont le rejet des effluents dans le réseau d'assainissement de la Commune est autorisé par la présente Convention, doit donner lieu à la signature d'une convention avec le nouvel exploitant.

La Commune doit être informée de ce transfert trois (3) mois au moins avant la date dudit transfert. La signature de la convention avec le nouvel exploitant doit avoir lieu avant cette date.

Tout transfert intervenu sans la signature préalable d'une convention avec le nouvel exploitant lui sera inopposable.

La Commune peut en conséquence dénoncer la présente Convention si un nouvel exploitant n'a pas signé de convention, la dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement d'élevage.

17.3 Effets de la dénonciation

La dénonciation de la présente Convention en application du 18.1 ou du 18.2 du présent article autorise la Commune à procéder à la fermeture du branchement dès la prise d'effet de la dénonciation.

ARTICLE 18

Cessation du service

18.1 Fermeture du branchement

La Commune peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, avec un préavis de quinze (15) jours :

- en cas de modification des volumes des effluents visés à l'article 7 de plus de 20 % ;
- en cas de modification de la composition des effluents décrite à l'article 7 ;
- en cas de non respect des limites et des conditions de rejet fixées à l'article 7 ;
- en cas de non respect de l'échéancier de mise en conformité ;

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture, à l'exception de la partie variable couvrant les charges d'exploitation.

18.2 Résiliation anticipée

En cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, la Commune peut décider la résiliation de la présente Convention quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet.

La résiliation prend effet quinze (15) jours après la réception par l'Etablissement de la lettre de résiliation et autorise la Commune à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la prise d'effet de ladite résiliation.

ARTICLE 19

Durée

19.1 Durée

La présente Convention est conclue pour une durée d'un an (1 an) renouvelable par tacite reconduction.

19.2 Dénonciation anticipée

En cas de dénonciation de la présente Convention, comme en cas de résiliation pour quelque cause que ce soit, les sommes restant dues par l'Etablissement d'élevage au titre, d'une part, de la participation aux charges d'investissement du réseau d'assainissement et/ou de l'usine d'épuration et, d'autre part, des charges d'exploitation jusqu'à la date de fermeture du branchement du réseau d'assainissement et/ou de l'usine d'épuration deviennent immédiatement exigibles.

ARTICLE 20

Délégataire et continuité du Service

La présente Convention, conclue avec la Commune, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 19 quelque soit le mode d'organisation du service assainissement.

A la date de signature de la présente Convention, la Compagnie Générale des Eaux est substituée à la Commune pour la mise en oeuvre des droits et obligations de ladite Commune dans les limites définies par le contrat de gestion déléguée du service d'assainissement.

ARTICLE 21

Jugement des contestations

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis à l'arbitrage de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la SOMME, avant saisie éventuelle de la juridiction compétente.

ARTICLE 22

Documents annexés à la Convention

- Plan des installations intérieures d'évacuation des eaux usées et schéma de fonctionnement des installations de traitement et d'épuration avant rejet aux réseaux d'assainissement.
- Liste des produits de lavage utilisés.
- Rapport d'analyse des effluents et calcul du coefficient de pollution.

Fait en 5 exemplaires à Conde-Folie le 14 juin 2000

Pour le GAEC GAUDEFROY CROISE



Le Maire de la Commune
De CONDE FOLIE

M.me Gaudefroy Nicole

M. BAILLY



Le Directeur Régional
De la Compagnie Générale des Eaux

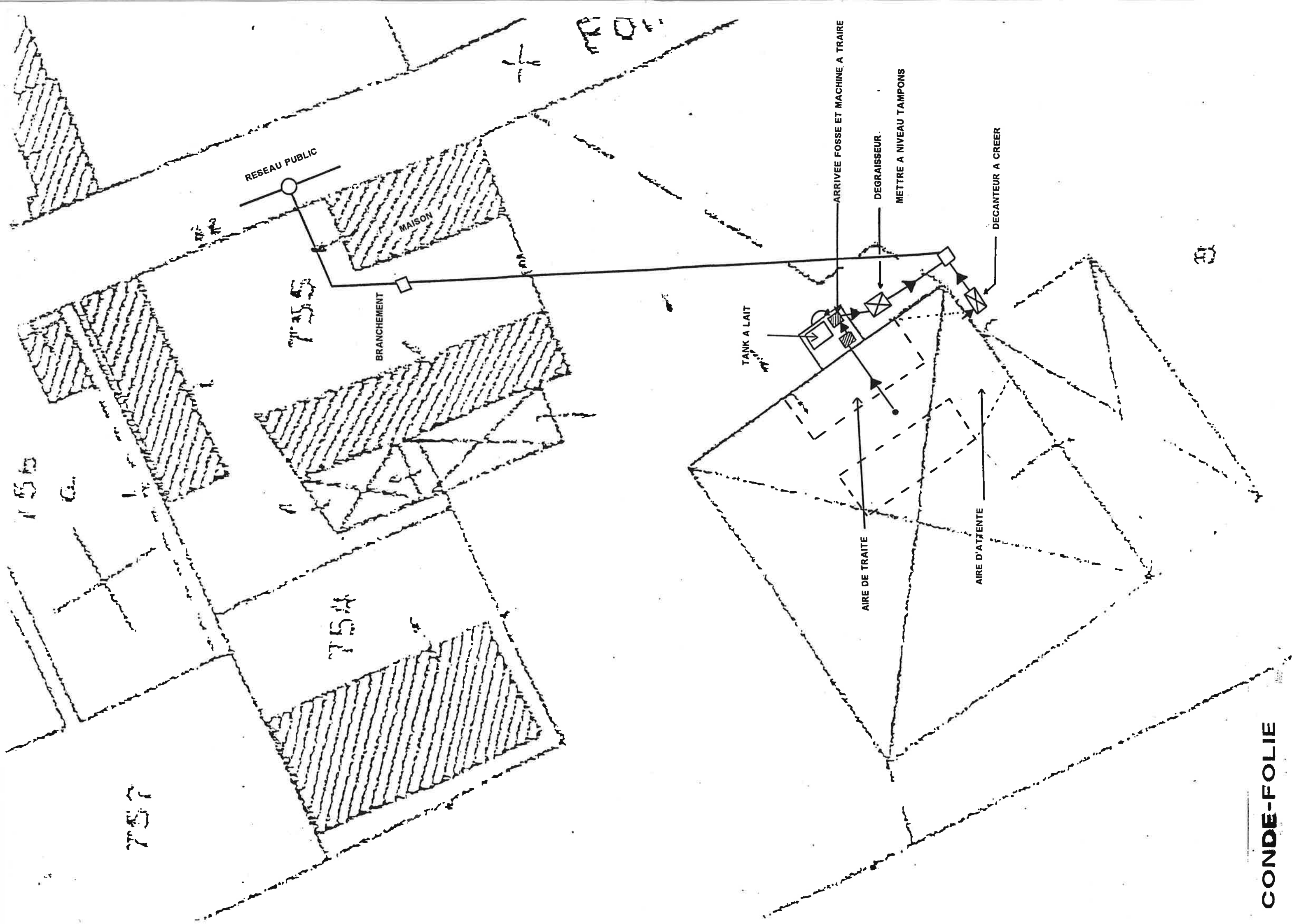
Bruno GODFROY



ANNEXE 1



PLAN DES INSTALLATIONS ET SCHEMA DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS



ANNEXE 2



LISTE DES PRODUITS DE LAVAGE UTILISES



Sulfal

Sulfal 10 kg - Ref. 960306 05

Nettoyage complet

Cette méthode permet d'éliminer les trois types de salissures à chaque nettoyage :

- les salissures organiques (graisses)
Elles sont éliminées par l'action de l'eau bouillante.
- les salissures minérales (pierre de lait, calcaire)
Sulfal, détartrant acide, agit sur les dépôts de pierre de lait.
- les salissures bactériologiques (germes)
La désinfection s'effectue en l'absence de bactéricide. Elle est en fait directement assurée par la température de l'eau qui stérilise les équipements ; la désinfection "indirecte" étant l'élimination efficace des supports nutritifs pour les germes (graisses et pierre de lait).

Protection du matériel

Sulfal est non corrosif pour les surfaces et non agressif pour le caoutchouc à haute température. (Attention, certains acides, comme l'acide phosphorique deviennent très corrosifs à une température élevée).

Nettoyage de la machine à traire Méthode acide eau bouillante

Nettoyage complet

- * Action combinée de l'acide et de l'eau bouillante pour éliminer les trois types de salissures
- * Désinfection parfaite grâce à une double action sur les germes en un seul passage

Protection du matériel

- * Formule respectant les surfaces à nettoyer

Savoir faire complet et unique

- * SAV compétent sur la totalité du système de nettoyage

Service de livraison à domicile

- * Organisation spécifique selon les besoins du client

Protection de la santé humaine

- * Sécurité d'utilisation
- * Conformité pour le nettoyage au contact de denrées alimentaires

Savoir-faire complet et unique

Les techniciens du SAV Alfa Laval Agri connaissent parfaitement la machine à traire ; ils sont formés et organisés pour assurer son entretien. Concernant les opérations de nettoyage, ils sont ainsi particulièrement compétents pour vérifier l'ensemble du système.

Service de livraison à domicile

Le réseau Alfa Laval Agri est organisé pour livrer à domicile selon les besoins de l'exploitation : lors du réapprovisionnement, il peut par ailleurs apporter des services complémentaires au niveau de la machine à traire ou de tout autre produit nécessité par l'éleveur.

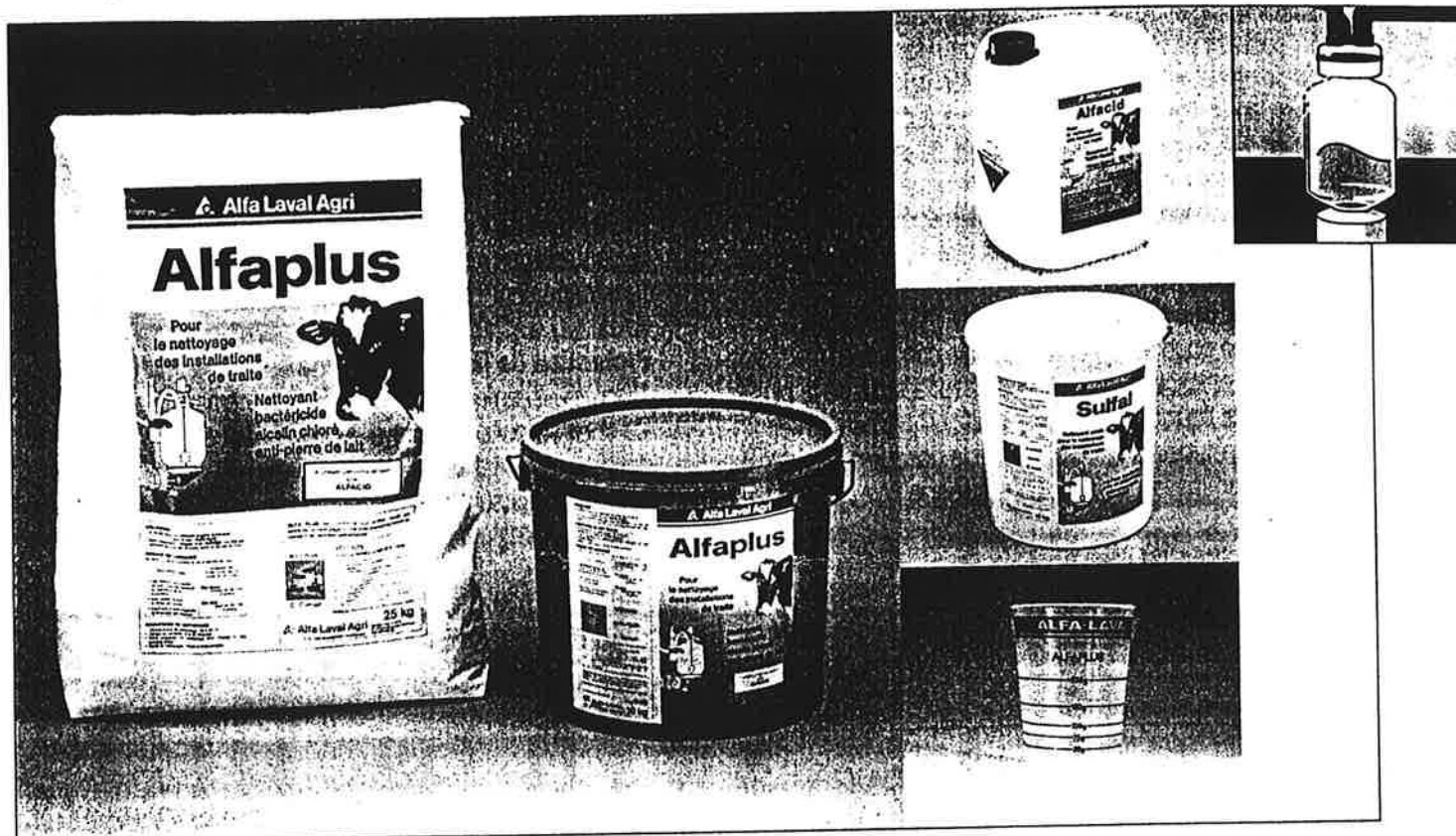
Protection de la santé humaine

Sulfal est conforme à la législation concernant la biodégradabilité et les produits de nettoyage pouvant se trouver au contact des denrées alimentaires.

Son étiquette est précisément renseignée pour une information consommateur complète notamment en ce qui concerne sa sécurité.

Caractéristiques techniques Sulfal

Présentation	Poudre homogène avec de petits granulés jaunes
Densité à 20°C	1,2 à 1,25
Composition	Acide sulfamique Tensio-actifs Anti-mousse Inhibiteur de corrosion
Utilisation	
Fréquence d'utilisation	Matin et soir
Dosage recommandé	Préparer la solution mère à raison de 1,8 kg pour 20 l d'eau ou 300 g par poste pour 20 l d'eau. A chaque lavage, faire circuler 1 l de cette solution.
Température	95°C (installations équipées d'un générateur à eau bouillante)
Temps de contact	En circuit ouvert : 3 à 4 minutes Rinçage : 3 minutes
Conditionnement	Sulfal 10 kg Ref. 960306 05



Alfaplus Alfacid ou Sulfal

Nettoyage efficace

La formule Alfaplus, très complète, permet d'éliminer les trois types de salissures à chaque nettoyage :

- les salissures organiques (graisses)
Le pouvoir de dissolution d'Alfaplus sur les graisses, grâce à sa nature alcaline, est optimisé par deux autres composants essentiels :
 - la forte présence de séquestrants qui " piègent " le calcaire et l'empêchent de nuire à l'action de l'agent alcalin en eau dure
 - les agents tensio-actifs qui émulsionnent les graisses et améliorent ainsi leur solubilisation par l'agent alcalin.
- les salissures minérales (pierre de lait, calcaire)
Les séquestrants de la formule Alfaplus éliminent les faibles dépôts de pierre de lait et empêchent sa formation. L'action d'Alfaplus doit être complétée par un détartrant acide, Alfacid ou Sulfal, une fois par semaine ou tous les 15 jours selon la dureté de l'eau.
- les salissures bactériologiques (germes)
La désinfection est parfaite grâce à une double action sur les germes à chaque passage :
 - désinfection directe par le chlore contenu dans la formule Alfaplus
 - désinfection indirecte par l'élimination à chaque passage des abris à germes constitués par les graisses et la pierre de lait.

Protection du matériel

La formule Alfaplus contient des inhibiteurs de corrosion qui assurent un respect des surfaces. La température raisonnable de nettoyage (55-60°C) ainsi que le passage limité de détartrant acide permet de protéger les pièces en caoutchouc.

Graisses et pierre de lait étant éliminés à chaque passage, le résultat visuel est impeccable et se vérifie par la brillance des surfaces.

Alfaplus 10 kg - Ref. 960301 05 Alfaplus 25 kg - Ref. 960301 30
Alfacid 12 kg - Ref. 960301 12 Sulfal 10 kg - Ref. 960306 05

Nettoyage de la machine à traire Méthode alcaline dominante

Nettoyage efficace

- * Formule Alfaplus très complète : élimine les trois types de salissures
- * Désinfection parfaite grâce à une double action sur les germes en un seul passage

Protection du matériel

- * Formule respectant les surfaces à nettoyer
- * Résultat visuel impeccable

Produit très pratique d'emploi

- * Un seul produit matin et soir
- * Dosage facile et avec tous les programmeurs de lavage
- * Emballages pratiques et hermétiques

Nettoyage économique

- * Poudre efficace à un dosage inférieur
- * Dosage différent selon la dureté de l'eau

Savoir faire complet et unique

- * SAV compétent sur la totalité du système de nettoyage

Service de livraison à domicile

- * Organisation spécifique selon les besoins du client

Protection de l'environnement

- * Emballages étudiés, non encombrants

Protection de la santé humaine

- * Sécurité d'utilisation
- * Conformité et homologation pour le nettoyage au contact de denrées alimentaires

Produit très pratique d'emploi

Pas d'alternance, et de risque d'erreur, car Alfaplus s'utilise matin et soir ; seul, un passage acide, Sulfal ou Alfacid, est requis une fois par semaine ou tous les 15 jours selon la dureté de l'eau.

Avantage de la poudre, Alfaplus se dose facilement, avec son gobelet gradué. Il convient à tous les types de programmeurs de lavage. Au passage de l'eau chaude, il est immédiatement dissout. Grâce à un container avec couvercle hermétique, dans lequel le sac de 25 kg ou le seau de 10 kg peut être facilement transvasé, la poudre Alfaplus est protégée de tout risque d'humidité.

Nettoyage économique

La présentation poudre permet une formule concentrée qui assure un nettoyage efficace à un dosage inférieur à celui de la plupart des détergents liquides.

La formulation étudiée permet d'adapter le dosage à la dureté de l'eau : la consommation en produit n'est ainsi jamais sur- ou sous-dosée.

Savoir-faire complet et unique

Les techniciens du SAV Alfa Laval Agri connaissent parfaitement la machine à traire ; ils sont formés et organisés pour assurer son entretien. Concernant les opérations de nettoyage, ils sont ainsi

particulièrement compétents pour vérifier l'ensemble du système.

Service de livraison à domicile

Le réseau Alfa Laval Agri est organisé pour livrer à domicile selon les besoins de l'exploitation : lors du réapprovisionnement, il peut par ailleurs apporter des services complémentaires au niveau de la machine à traire ou de tout autre produit nécessité par l'éleveur.

Protection de l'environnement

Les emballages Alfaplus, sac ou seau, sont non encombrants pour l'environnement : ils sont soit réutilisables ou facilement destructibles.

Protection de la santé humaine

Alfaplus est conforme à la législation concernant la biodégradabilité et les produits de nettoyage pouvant se trouver au contact des denrées alimentaires.

Les étiquettes sont précisément renseignées pour une information consommateur complète notamment en ce qui concerne sa sécurité.

Alfaplus est homologué par le Ministère de l'agriculture pour utilisation comme désinfectant bactéricide sous le numéro 8400418 (numéro sur l'étiquette) et bénéficie à ce titre du taux de TVA réduit.

Caractéristiques techniques Alfaplus

Présentation Poudre blanche homogène à faible odeur de chlore

Densité apparente 0,8 à 0,9

Composition Agents alcalins, tensio-actifs
Séquestrants, anti-mousse
Teneur en chlore actif : 3,5 % au conditionnement

Utilisation

Fréquence d'utilisation Matin et soir
Périodiquement, nettoyer avec Alfacid ou Sulfal, une fois par semaine ou tous les 15 jours, selon la dureté de l'eau

Dosage recommandé Eau douce (inf. 20°TH) 5g/l
Eau dure (sup. 20°TH) 7,5 g/l

Température 55 à 60°C

Temps de contact 10 à 15 mn

Conditions de nettoyage

- 1) Rincer à l'eau tiède (30 à 35°C) jusqu'à disparition de toute trace de lait.
- 2) Nettoyer avec une solution d'Alfaplus à une température de 55 à 60°C
- 3) Laisser agir 10 à 15 minutes
- 4) Rincer à l'eau potable

Conditions de stockage

Le produit est stable, mais doit être stocké dans de bonnes conditions à température ambiante et à l'abri de l'humidité.

Conditionnements

Sac de 25 kg - Réf. 960301 30
Seau de 10 kg - Réf. 960301 05
Seau vide de 25 kg - Réf. 700004 48
Gobelet doseur, gradué - Réf. 700003 57

Caractéristiques techniques détartrant acide

Présentation **Sulfal**
Poudre

Composition Acide sulfamique, tensio-actifs
Inhibiteur de corrosion
Anti-mousse

Utilisation

Fréquence d'utilisation Une fois par semaine ou tous les 15 jours selon la dureté de l'eau

Dosage recommandé 10g/l

Température initiale 60°C

Température finale Pas moins de 40-45°C

Temps de contact 10 à 15 mn

Conditionnements

Seau 10kg - 960306 05

Alfacid

Liquide
Acides phosphorique/sulfurique, tensio-actifs
Inhibiteur de corrosion
Anti-mousse

10g/l

70°C

Pas moins de 40-45°C

10 à 15 mn

Bidon 12 kg - 960310 12

FICHES DE DONNEES DE SECURITE

Page 1/4

1 - IDENTIFICATION :	<p>Nom : P3 HOROLITH DF</p> <p>Fournisseur : HENKEL ECOLAB 8, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY LES MOULINEAUX Tél : (1).40.93.93.94 Fax : (1) 40.93.93.92</p> <p>N° de téléphone APPEL D'URGENCE ORFILA : (1) 45.42.59.59</p>
2 - COMPOSITION / INFORMATION SUR LES COMPOSANTS	<p>Préparation :</p> <p>Nature : nettoyant acide pour les I.A.A.</p> <p>Composants apportant un danger : Acide phosphorique et acide sulfurique</p>
3 - IDENTIFICATION DES DANGERS	<p>Principaux dangers : CORROSIF</p> <p>Risques spécifiques :</p> <p>R 34 Provoque des brûlures.</p>
4 - PREMIERS SECOURS	<p>Conserver sous clés et conserver hors de la portée des enfants En cas de contact avec les yeux, laver immédiatement et abondamment avec de l'eau et consulter un spécialiste. En cas d'accident ou de malaise, consulter immédiatement un médecin (si possible lui montrer l'étiquette)</p> <p>Autres précautions :</p> <p>En cas de contact avec la peau, rincer à l'eau courante et au savon doux pendant 10 minutes. Eloigner le produit et les vêtements souillés. Si nécessaire, consulter un dermatologue.</p>
5 - MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	<p>MOYENS D'EXTINCTION :</p> <p>A choisir en fonction des incendies environnants. Refroidir les récipients en danger avec de l'eau.</p>

NOM DU PRODUIT :

P3 HOROLITH DF**MESURES A PRENDRE
EN CAS DE DISPERSION
ACCIDENTELLE****PROTECTION INDIVIDUELLE :**

Protection des mains : gants de protection.
Protection des yeux : lunettes de protection.
Autres protections : tablier et bottes.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

En règle générale : ne pas rejeter le produit pur à l'égout.
En cas de dispersion, endiguer l'étalement.

METHODES DE NETTOYAGE :

Mélanger avec une substance absorbant les liquides (sable).
Diluer les restes avec beaucoup d'eau.
Neutraliser ensuite par une solution alcaline.

**MANIPULATION ET
STOCKAGE****MANIPULATION :**

Porter gants, lunettes, bottes, tablier et masque si nécessaire.

Attention aux chutes ; le produit peut se répandre.
Protéger la peau et les yeux lors de la manipulation.
Après usage, bien se laver les mains et le visage.
Garder hors de la portée des enfants.

STOCKAGE :

Prévoir une cuvette de rétention.
Stocker dans un endroit frais et aéré.
Utiliser les emballages agréés d'origine.

Conserver les produits dans l'emballage d'origine, récipients fermés.
Conserver à l'abri du gel.

**CONTROLE DE
L'EXPOSITION /
PROTECTION
INDIVIDUELLE**

Le port de gants, lunettes, bottes, masque et tablier est recommandé.
Ventiler de façon adéquate les locaux de travail.

NOM DU PRODUIT :

P3 HOROLITH DF

PROPRIETES PHYSIQUES ET CHIMIQUES	<p>Etat physique : liquide</p> <p>Couleur : rose</p> <p>Odeur : inodore</p> <p>pH : 2,0 ± 0,5 (produit à 1 %)</p> <p>Point de gel : -15 °C</p> <p>Point éclair : non concerné</p> <p>Explosivité : non concerné.</p> <p>Masse volumique : 1,17 ± 0,02 g/cm³</p> <p>Solubilité : totale dans l'eau.</p>
0 STABILITE ET REACTIVITE	<p>Réaction dangereuse avec : les alcalins (alcalins chlorés en particulier).</p> <p>Produits de décomposition dangereux : chlore par contact avec les alcalins chlorés.</p> <p>En règle générale, ne mélanger avec aucun autre produit chimique.</p>
1 INFORMATIONS TOXICOLOGIQUES	<p>Toxicité aigüe : produit corrosif pour la peau. Les substances corrosives endommagent les tissus vivants.</p> <p>Effets locaux : liés à la corrosivité du produit.</p>
2 - INFORMATIONS ECOLOGIQUES	<p>D C O : -5 mg O₂ par g de produit pur.</p> <p>Teneur en Azote : 0. (exprimé en % N)</p> <p>Teneur en Phosphore : 7 (exprimé en % P)</p>
3 - CONSIDERATIONS RELATIVES A L'ELIMINATION	<p>Doit avec l'accord de l'autorité locale être traité par élimination spécifique : NEUTRALISATION</p> <p>Seuls les emballages soigneusement nettoyés pourront être recyclés. Les emballages ne pouvant pas être nettoyés doivent être évacués de même manière que le produit.</p>
4 - INFORMATION SUR LES TRANSPORTS	<p>REGLEMENTATION INTERNATIONALE :</p> <p>Classe transport : 8</p> <p>Chiffre énumération : 17°</p> <p>Lettre énumération : c)</p> <p>Etiquettes : 8</p> <p>Code danger : 80</p> <p>N° O N U : UN 1805</p> <p>Assimilation marchandise dangereuse : Acide phosphorique</p>

NOM DU PRODUIT :

P3 HOROLITH DP

- **INFORMATIONS
REGLEMENTAIRES****ETIQUETAGE SELON LE CODE DU TRAVAIL :**

SYMBOLE : C CORROSIF

Matière dangereuse : Acide phosphorique et acide sulfurique

Phrases de risque : R : 34

Phrases de sécurité : S : 1/2 26 45

PROTECTION DES TRAVAILLEURS :

- . Tableau des maladies professionnelles : non concerné
- . Code du travail (article L 231-6 ; articles R 5149 à R 5168).
- . Code de la sécurité sociale (articles L 461-1 à L 461-7).
- . Arrêté du 05/01/1993 relatif à l'élaboration de la fiche de sécurité.
- . Arrêté du 21/02/1990 (étiquetage des préparations dangereuses).
- . Loi 77-771 du 10/07/77 (contrôles des produits chimiques).
- . Décret 85-217 du 13/02/1985 (contrôle des produits chimiques).
- . Décret 92-1261 du 3/12/92 (prévention du risque chimique).

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- . Décret 87-1055 du 24/12/87 (déversement détergents dans les eaux).
- . Arrêtés du 24/12/87 (biodégradabilité des agents de surface).

ARRETES concernant l'hygiène en Agro-Alimentaire :

- . Décret 73-138 du 12/02/1973 (obligation du nettoyage dans les I.A.A.)
modifié par le décret 90-362 du 24/04/90.
- . Arrêté du 27 octobre 1975 (nettoyage des matériaux au contact des
aliments) modifié par arrêtés du 25/09/85-29/10/87-05/04/91-15/06/93.

- **AUTRES
INFORMATIONS**

Cette fiche complète la notice technique d'utilisation mais ne la remplace
remplace pas. Les renseignements qu'elle contient sont basés sur
l'état actuel de nos connaissances. Ils sont donnés de bonne foi.
L'attention des utilisateurs est en outre attirée sur les risques
éventuellement encourus lorsqu'un produit est utilisé à d'autres usages
que ceux pour lequel il est conçu.

f 007769

Responsable : G. BARDONESCHI

Validation :

Date : 30/05/1995

FICHES DE DONNEES DE SECURITE

Page 1/4

1 - IDENTIFICATION :	<p>Nom : <i>P3 ASEPTO DF</i></p> <p>Fournisseur : HENKEL ECOLAB 8, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY LES MOULINEAUX Tél : (1).40.93.93.94 Fax : (1) 40.93.93.92</p> <p>N° de téléphone APPEL D'URGENCE ORFILA : (1) 45.42.59.59</p>
2 - COMPOSITION / INFORMATION SUR LES COMPOSANTS	<p>Préparation :</p> <p>Nature : nettoyant désinfectant alcalin pour les I.A.A.</p> <p>Composants apportant un danger : Hydroxyde de sodium et de potassium en solution</p>
3 - IDENTIFICATION DES DANGERS	<p>Principaux dangers : CORROSIF</p> <p>Risques spécifiques :</p> <p>R 31 Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique. R 35 Provoque de graves brûlures.</p>
4 - PREMIERS SECOURS	<p>Conserver sous clés et hors de la portée des enfants.</p> <p>En cas de contact avec les yeux, laver immédiatement et abondamment avec de l'eau et consulter un spécialiste.</p> <p>Porter un vêtement de protection approprié, des gants et un appareil de protection des yeux/du visage.</p> <p>En cas d'accident ou de malaise, consulter immédiatement un médecin (si possible lui montrer l'étiquette)</p> <p>Ne pas mélanger avec les acides.</p> <p><i>Autres précautions :</i></p> <p>En cas de contact avec la peau, rincer à l'eau courante et au savon doux pendant 10 minutes. Eloigner le produit et les vêtements souillés. Si nécessaire, consulter un dermatologue.</p>
MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	<p>MOYENS D'EXTINCTION :</p> <p>A choisir en fonction des incendies environnants. Refroidir les récipients en danger avec de l'eau.</p>

NOM DU PRODUIT :

P3 ASEPTO DF**6 - MESURES A PRENDRE
EN CAS DE DISPERSION
ACCIDENTELLE****PROTECTION INDIVIDUELLE :**

Protection des mains : gants de protection.
Protection des yeux : lunettes de protection.
Autres protections : tablier et bottes.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

En règle générale : ne pas rejeter le produit pur à l'égout.
En cas de dispersion, endiguer l'étalement.

METHODES DE NETTOYAGE :

Mélanger avec une substance absorbant les liquides (sable).
Diluer les restes avec beaucoup d'eau.
Neutraliser ensuite par une solution acide.

**7 - MANIPULATION ET
STOCKAGE****MANIPULATION :**

Porter gants, lunettes, bottes, tablier et masque si nécessaire.

Attention aux chutes ; le produit peut se répandre.
Protéger la peau et les yeux lors de la manipulation.
Après usage, bien se laver les mains et le visage.
Garder hors de la portée des enfants.

STOCKAGE :

Prévoir une cuvette de rétention.
Stocker dans un endroit frais et aéré.
Utiliser les emballages agréés d'origine.

Conserver les produits dans l'emballage d'origine, récipients fermés.
Conserver à l'abri du gel.

**8 - CONTROLE DE
L'EXPOSITION /
PROTECTION
INDIVIDUELLE**

Le port de gants, lunettes, bottes, masque et tablier est recommandé.
Ventiler de façon adéquate les locaux de travail.

NOM DU PRODUIT :

P3 ASEPTO DF**PROPRIETES
PHYSIQUES ET
CHIMIQUES**

Etat physique : liquide
 Couleur : jaune limpide
 Odeur : chlore
 pH : 12,5 ± 0,3 (produit à 1 %)
 Point de gel : -10 °C
 Point éclair : non concerné
 Explosivité : non concerné.
 Masse volumique : 1,16 ± 0,02 g/cm³
 Solubilité : totale dans l'eau.

**10 - STABILITE ET
REACTIVITE**

Réaction dangereuse avec :
 les acides.

Produits de décomposition dangereux :
 chlore par contact avec les produits acides.

En règle générale, ne mélanger avec aucun autre produit chimique.

**11 - INFORMATIONS
TOXICOLOGIQUES**

Toxicité aiguë : produit très corrosif pour la peau.
 Les substances corrosives endommagent les tissus vivants.

Effets locaux : liés à la corrosivité du produit.

**12 - INFORMATIONS
ECOLOGIQUES**

D C O : 0. mg O₂ par g de produit pur.
 Teneur en Azote : 0. (exprimé en % N)
 Teneur en Phosphore : 0,37 (exprimé en % P)

**13 - CONSIDERATIONS
RELATIVES A
L'ELIMINATION**

Doit avec l'accord de l'autorité locale être traité par élimination
 spécifique : NEUTRALISATION

Seuls les emballages soigneusement nettoyés pourront être
 recyclés. Les emballages ne pouvant pas être nettoyés doivent
 être évacués de même manière que le produit.

**14 - INFORMATION SUR
LES TRANSPORTS****REGLEMENTATION INTERNATIONALE :**

Classe transport : 8
 Chiffre énumération : 42°
 Lettre énumération : b)
 Etiquettes : 8
 Code danger : 80
 N° O N U : UN 1824

Assimilation marchandise dangereuse :
 Solution d'hydroxyde de sodium et potassium (lessive de soude et potasse)

NOM DU PRODUIT :

P3 ASEPTO DF**15 - INFORMATIONS
REGLEMENTAIRES****ETIQUETAGE SELON LE CODE DU TRAVAIL :**

SYMBOLE : C CORROSIF

Matière dangereuse : Hydroxyde de sodium et de potassium en solution

Phrases de risque : R : 31 35

Phrases de sécurité : S : 1/2 26 36/37/39 45 50

PROTECTION DES TRAVAILLEURS :

- . Tableau des maladies professionnelles : 65
- . Code du travail (article L 231-6 ; articles R 5149 à R 5168).
- . Code de la sécurité sociale (articles L 461-1 à L 461-7).
- . Arrêté du 05/01/1993 relatif à l'élaboration de la fiche de sécurité.
- . Arrêté du 28 mars 1989 (étiquetage des préparations pesticides)..
- . Loi 77-771 du 10/07/77 (contrôles des produits chimiques).
- . Décret 85-217 du 13/02/1985 (contrôle des produits chimiques).
- . Décret 92-1261 du 3/12/92 (prévention du risque chimique).

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- . Décret 87-1055 du 24/12/87 (déversement détergents dans les eaux).
- . Arrêtés du 24/12/87 (biodégradabilité des agents de surface).

ARRETES concernant l'hygiène en Agro-Alimentaire :

- . Décret 73-138 du 12/02/1973 (obligation du nettoyage dans les I.A.A.).
modifié par le décret 90-362 du 24/04/90.
- . Arrêté du 27 octobre 1975 (nettoyage des matériaux au contact des
aliments) modifié par arrêtés du 25/09/85-29/10/87-05/04/91-15/06/93.

HOMOLOGATION des produits de désinfection :

- . Loi du 2 Novembre 1943 modifiée par la loi du 22/12/72.

**16 - AUTRES
INFORMATIONS**

Cette fiche complète la notice technique d'utilisation mais ne la remplace pas. Les renseignements qu'elle contient sont basés sur l'état actuel de nos connaissances. Ils sont donnés de bonne foi. L'attention des utilisateurs est en outre attirée sur les risques éventuellement encourus lorsqu'un produit est utilisé à d'autres usages que ceux pour lequel il est conçu.

Ref 007742

Responsable : G. BARDONESCHI

Validation :

Date : 31.05.1995

ANNEXE 3



RAPPORT D'ANALYSE DES EFFLUENTS ET CALCUL DU COEFFICIENT DE POLLUTION

BULLETIN D'ANALYSES

Industriel : **GAEC** GAUDEFROY CROISE

Date des prélèvements : du 36614 au

Débit rejeté : m³/j Météo : mm

PARAMETRES ANALYSES	RESULTATS
DCO	4660
DBO5	543
MES	542
NTK	175,75
N-NH4+	35,35
N-NO2-	1,1
N-NO3-	3,55
Pt	36,5
MG	2028
pH	9,15
Chlorures	355

OBSERVATIONS

Visa du responsable du laboratoire

Nom : A. Darchicourt

Signature :

Visa du S.I.A.

Date :

DETERMINATION PART FIXE ET PART VARIABLE

Détermination part variable

Le traitement des eaux blanches et vertes plus chargées en pollution que les eaux résiduaires urbains entraînent une augmentation de certains paramètres.

Ils sont les suivants :

Données 1998

- | | |
|--|---------------|
| • Consommation énergétique de la station | 31 083 , 00 F |
| • Production de boues. | 4 620 , 00 F |

Si l'on prend le bilan d'exploitation de 1998 et si l'on fait la fraction des paramètres ci-dessus sur l'ensemble des dépenses d'exploitation du système d'assainissement (débours), on obtient une part variable qui sera la suivante :

$$\frac{31\,083 + 4\,620}{190\,274} = 0,19$$

Part fixe

$$1 - 0,19 = 0,81$$

CALCUL DU COEFFICIENT DE POLLUTION Cp

$$Cp = 0,84 + 0,16 \times \left[0,5 \frac{DCO (ERI)}{DCO (ERU)} + 0,5 \frac{NTK (ERI)}{NTK (ERU)} \right]$$

Les paramètres pris en compte pour le calcul du coefficient de pollution sont la DCO (Demande Chimique en Oxygène) et le NTK (azote kjedhall).

La partie variable 0,16 correspond à la consommation d'énergie et au traitement des boues.

Pour les effluents résiduaires industriels (ERI)

On se base sur les analyses effectuées par le laboratoire.

Les teneurs sont :

DCO	:	4 660	mg/l.
NTK	:	175	mg/l.

Pour les effluents résiduaires urbains (ERU)

On se base sur des valeurs majeures d'effluents résiduaires urbains types.

DCO	:	1 000	mg/l.
NTK	:	100	mg/l.

$$Cp = 0,81 + 0,19 (0,5 \times (4\,660 \div 1\,000) + 0,5 \times (175 \div 100))$$

$$Cp = 0,84 + 0,16 (2,33 + 0,875) = \underline{\underline{1,42}}$$

ANNEXE 4



CAPACITE DE STOCKAGE DES EAUX BLANCHES ET VERTES EN FONCTION DU TYPE D'INSTALLATION

Capacités de stockage : Effluents d'installation de traite

TYPE D'INSTALLATION	VOLUME DE STOCKAGE EN m³ PAR MOIS		
	EAUX BLANCHES	EAUX VERTES	EAUX VERTES + EAUX BLANCHES
SOT EP double 2x10 postes	29.00 R	27.00 R	56.00 R
SOT EP double 2x11 postes	32.00 T	29.00 T	61.00 T
SOT EP double 2x12 postes	34.00 R	32.00 R	66.00 R
SOT EP double 2x3 postes	10.00 R	10.00 R	20.00 R
SOT EP double 2x4 postes	12.00 R	12.00 R	24.00 R
SOT EP double 2x5 postes	14.00 R	14.00 R	28.00 R
SOT EP double 2x6 postes	18.00 R	18.00 R	34.00 R
SOT EP double 2x7 postes	21.00 T	18.00 T	39.00 T
SOT EP double 2x8 postes	24.00 R	20.00 R	44.00 R
SOT EP double 2x9 postes	26.00 T	24.00 T	50.00 T
SOT EP simple 2x10 postes	12.50 T	27.00 T	39.50 T
SOT EP simple 2x12 postes	14.00 T	32.00 T	46.00 T
SOT EP simple 2x3 postes	6.00 R	9.00 R	15.00 R
SOT EP simple 2x4 postes	8.00 R	11.00 R	19.00 R
SOT EP simple 2x5 postes	9.00 R	13.00 R	22.00 R
SOT EP simple 2x6 postes	10.00 R	15.00 R	25.00 R
SOT EP simple 2x8 postes	11.00 T	20.00 T	31.00 T
Tracte arrière 2x10 postes	29.00 R	38.00 R	67.00 R
Tracte arrière 2x12 postes	34.00 R	45.00 R	79.00 R
Tracte arrière 2x8 postes	24.00 R	29.00 R	53.00 R
LACTOOLC 100 mètres	18.00 R		
LACTOOLC 30 mètres	10.00 R		
LACTOOLC 40 mètres	11.00 R		
LACTOOLC 50 mètres	13.00 R		
LACTOOLC 60 mètres	14.00 R		
LACTOOLC 70 mètres	14.00 R		
LACTOOLC 80 mètres	16.00 R		
Pois à terre (2)	4.00 R		
Pois à terre (3)	5.00 R		
Pois à terre (4)	6.00 R		
TANGEM 2x2 postes	8.00 T	10.80 T	18.80 T
TANGEM 2x3 postes	10.00 T	11.80 T	21.80 T
TANGEM 2x4 postes	12.00 T	14.00 T	26.00 T
TANGEM 2x5 postes	14.00 T	16.20 T	30.20 T
TRIGONE 10-10-8	40.00 T	36.00 T	76.00 T
TRIGONE 5-5-5	24.00 T	21.00 T	45.00 T
TRIGONE 6-6-4	24.00 T	21.00 T	45.00 T
TRIGONE 3-3-3	12.00 T	10.00 T	22.00 T
POLY GONE 4x5 postes	29.00 T	28.00 T	57.00 T
POLY GONE 4x8 postes	34.00 T	33.00 T	67.00 T
SOT OVNS épi simple 2x12 postes	14.40 T	0.24 T	14.64 T
SOT OVNS épi simple 2x24 postes	28.80 T	0.48 T	29.28 T
SOT OVNS épi simple 2x8 postes	7.20 T	0.12 T	7.32 T
SOT OVNS type ROTO 12 postes	7.20 T	0.12 T	7.32 T
SOT OVNS type ROTO 16 postes	9.60 T	0.16 T	9.76 T
SOT OVNS type ROTO 20 postes	12.00 T	0.20 T	12.20 T
SOT OVNS type ROTO 30 postes	18.00 T	0.30 T	18.30 T
SOT CAPRIS surrui & queue de l'âne 8 postes	3.60 T	0.06 T	3.66 T
SOT CAPRIS épi double 2x12 postes	14.40 T	0.24 T	14.64 T
SOT CAPRIS épi double 2x20 postes	24.00 T	0.40 T	24.40 T
SOT CAPRIS épi double 2x8 postes	7.20 T	0.12 T	7.32 T
SOT CAPRIS type ROTO 12 postes	7.20 T	0.12 T	7.32 T
SOT CAPRIS type ROTO 14 postes	8.40 T	0.14 T	8.54 T
SOT CAPRIS type ROTO 16 postes	9.60 T	0.16 T	9.76 T
SOT CAPRIS type ROTO 20 postes	12.00 T	0.20 T	12.20 T
SOT CAPRIS type ROTO 30 postes	18.00 T	0.30 T	18.30 T

Capacités de stockage : Jus de silos

PRODUITS	VOLUMES DE STOCKAGE GLOBAUX	
	Norme 1	Norme 2
Lvs, pucer et autres surpressés (MS > 21%)	0	0
Lvs, herbes ressuyées au pré-lavage (14% < MS < 21%)	15	15
Autres produits humides (21% < MS < 24%)	30	3
Produits humides non surpressés (MS < 21%)	60	6
Herbes en coupe de séche	80	8

